



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIT  COPIE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2011-568

**Arrêté préfectoral complémentaire
à l'arrêté d'autorisation n°2007-502 du 19 septembre 2008**

**Société LEXY RECYCLAGE
(ex SG Démolition) à LEXY et REHON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National de Mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

Vu la circulaire ministérielle DPPR/SEI/BPSIED n° 94-IV-1 du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains ;

Vu l'arrêté préfectoral 2007-502 du 19 septembre 2008 autorisant la société SG DÉMOLITION à exploiter, sur les territoires des communes de LEXY et RÉHON, au lieu dit « Le Pôle Nord », des installations de démolition de structures métalliques, de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte et de négoce de tous matériaux ;

Vu le dossier présenté le 11 mai 2011, complété le 20 juin 2011 et le 9 août 2011, par la société LEXY RECYCLAGE, dont le siège social est situé Voie des Roses à LEXY, portant sur son changement de dénomination sociale, sa demande de bénéfice d'antériorité suite à la modification dans la nomenclature des installations classées des rubriques relatives au transit et au traitement des déchets, sa déclaration de non exercice de l'activité d'oxycoupage et sa demande d'exploiter de nouvelles activités de valorisation de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux sur son site situé à REHON et LEXY ;

Vu les rapports et les propositions en date du 27 juin 2011 et du 16 août 2011 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;

Vu l'avis en date du 8 septembre 2011 du CODERST de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant la déclaration de la société SG DÉMOLITION de changement de dénomination sociale pour devenir la société LEXY RECYCLAGE ;

Considérant la suppression de la rubrique 286 relative aux installations de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, dans la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les activités de récupération et de tri de métaux et d'alliages de métaux, ferreux et non ferreux, exercées par la société LEXY RECYCLAGE sur son site situé à REHON et LEXY, relèvent dorénavant de la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la société LEXY RECYCLAGE n'a jamais exercé et n'exercera jamais l'activité d'oxycoupage autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2007-502 du 19 septembre 2008 ;

Considérant que les activités de transit et de maturation de mâchefers issus d'usines d'incinération d'ordures ménagères relèvent respectivement des rubriques 2716 et 2791 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les évolutions réglementaires et les activités exercées ou prévues par la société LEXY RECYCLAGE sur son site de LEXY nécessitent la modification et le renforcement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 ;

Considérant que, sous réserve du strict respect des prescriptions fixées au présent arrêté, les installations exploitées par la société LEXY RECYCLAGE sur les territoires des communes de LEXY et REHON ne présenteront pas de dangers ou d'inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les articles 3.2.2, 3.2.3 et 9.2.1, ainsi que le titre 8 de l'arrêté préfectoral 2007-502 du 19 septembre 2008 autorisant la société LEXY RECYCLAGE à exploiter, sur les territoires des communes de LEXY et REHON, des installations de démolition de structures métalliques, de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte et de négoce de tous matériaux, relatifs aux installations d'oxycoupage, sont abrogés.

Article 2 :

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 est remplacé par l'article suivant :

« Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LEXY RECYCLAGE, dont le siège social est situé Voie des Roses à LEXY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté, à exploiter

sur les territoires des communes de LEXY et RÉHON, au lieu dit « Le Pôle Nord », des installations de récupération de métaux ferreux et non ferreux, de recyclage, compactage et tri de la fonte et de négoce de tous matériaux, ainsi que des installations de transit et maturation de mâchefers non dangereux issus d'usines d'incinération de déchets ménagers de proximité.»

Article 3 :

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 est remplacée par le tableau suivant :

«

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Volume autorisé	Régime de classement
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface occupée par l'installation étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface = 4 500 m ² (rubrique changée)	A
2716.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ; le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Stockage en boîtes de mâchefers, le volume présent sur site étant inférieur à 1 000 m ³	DC
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées <u>aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</u> La capacité étant inférieure à 10t/j	Maturation de mâchefers, La capacité de traitement de l'installation étant inférieure à 10 t/j	DC

A : Autorisation), D : Déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées »

Article 4 :

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 est remplacé par l'article suivant :

« Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Le rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré doivent respecter après épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5 du présent arrêté).

Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	100
Demande chimique en oxygène (DCO)	300
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	100
Hydrocarbures totaux	5
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5
indice phénols	0,3
chrome hexavalent	0,1
Cyanures totaux	0,1
AOX	5
Arsenic	0,1
Métaux totaux	15
Métaux lourds totaux	10
Cadmium	0,2
Plomb	0,5
Mercur	0,05
Arsenic	0,1
fluorures	15

Les eaux sanitaires sont dirigées vers une cuve étanche et sont évacuées vers des installations dûment réglementées à intervalles réguliers.

Article 5 :

L'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007-502 du 19 septembre 2008 est remplacé par l'article suivant :

« Article 9.2.2. Autosurveillance des eaux résiduaires

Avant tout rejet, les eaux pluviales seront analysées. Si ces analyses ne sont pas conformes aux valeurs limites de rejets fixées dans le tableau ci-dessous, alors elles seront traitées comme des déchets et envoyées vers des installations dûment réglementées pour les traiter.

Les prélèvements devront être réalisés dans des conditions normales d'exploitation.

Les mesures minimales suivantes sont effectuées :

Rejet N°1 :

Paramètres (Concentrations en polluants)	Fréquence	Norme de mesure
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	Semestrielle	NF EN 1899-1
Hydrocarbures totaux	Semestrielle	NF M 07-203

Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	Semestrielle	<i>Pour le Fer</i> NF T 90 017 et NF T 90 112, ISO 11 885 <i>Pour l'aluminium</i> FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Indice phénols	Semestrielle	XP T 90109
Chrome hexavalent	Semestrielle	/
Cyanures totaux	Semestrielle	NFT 90-107
AOX	Semestrielle	NF EN 1485
Arsenic	Semestrielle	NF EN ISO 11969, FD T 90119, NF EN 26595, ISO 11885
Cadmium	Semestrielle	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Plomb	Semestrielle	NF T 90 027 et NF T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Mercure	Semestrielle	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Fluorures	Semestrielle	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation avec les commentaires et propositions éventuelles d'actions correctives en cas de dépassement des valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 du présent arrêté. »

Article 6 : Prescriptions relatives au transit et à la maturation de mâchefers

Les mâchefers proviennent exclusivement de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de LUDRES.

Article 6.1 - Définition

Une station de traitement et de maturation doit permettre le stockage temporaire et le traitement des mâchefers entre la production de ceux-ci par une usine d'incinération des résidus urbains et la valorisation en techniques routières.

La durée du séjour des mâchefers sur l'installation ne doit pas excéder douze mois. Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires éventuellement exercés sur le site de l'installation ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, les mâchefers non valorisables devront être dirigés vers un centre de stockage de déchets non dangereux dûment autorisé.

Article 6.2 - Aménagement

6.2.1 - Les aires de stockage et de maturation sont maintenues propres en permanence.

La zone de stockage et de maturation doit être implantée à plus de 200 m de toute habitation, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et des établissements recevant du public.

6.2.2 - Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement seront aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler : elles seront constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

6.2.3 - L'aire de stockage et de traitement des mâchefers sera constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle sera étanche.

Les mâchefers ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Article 6.3 - Exploitation

6.3.1 - La réception des mâchefers aura lieu de 8h00 à 17h00.

L'accès aux zones de stockage doit être interdit à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

Seuls les mâchefers à faible fraction lixiviable, dits de catégorie « V », conformément à la circulaire ministérielle DPPR/SEI/BPSIED n° 94-IV-1 du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains, peuvent être admis sur le site.

Tout apport d'ordures ménagères, de résidus d'épuration des fumées ou de tout autre déchet est interdit.

6.3.2 - Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement. Celles-ci seront régulièrement nettoyées et entretenues.

6.3.3 - L'origine et la date d'arrivée des mâchefers ainsi que leur localisation dans l'installation seront consignées dans un registre tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.3.4 - Les mâchefers seront identifiés par lots. Un plan de gestion des lots de mâchefers sera réalisé. **La quantité maximale de mâchefers présents à n'importe quel moment sur le site sera impérativement inférieure à 1 000 m³.**

Préalablement à l'utilisation en techniques routières, chaque lot fera l'objet d'une appréciation de sa qualité par un échantillonnage adéquat ou une analyse statistique de sa composition moyenne. Si les résultats obtenus ne sont pas conformes aux caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, le lot sera maintenu sur le site ou expédié, après une durée maximum de stockage n'excédant pas douze mois, vers un centre de stockage de déchets non dangereux, dûment autorisé au titre du code de l'environnement.

Si une procédure d'assurance qualité est mise en œuvre par l'exploitant et après accord du service chargé de l'inspection des installations classées, un allègement des procédures de contrôle et d'analyse pourra être mis en œuvre.

Un registre d'entrée des mâchefers consignera les informations relatives à chaque lot. En particulier, ce registre devra comporter les informations suivantes :

- la date de réception ;
- le nom et l'adresse du producteur ;
- le numéro de lot ;
- les résultats d'analyse permettant la caractérisation des mâchefers (V ou M), conformément à la circulaire du 5 mai 1994 précitée ;
- la nature et la quantité de chaque déchet reçus (code déchets conforme à l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du transporteur ;
- l'opération subie par les déchets (transit ou maturation).

Un registre de sortie des mâchefers pour valorisation consignera les informations relatives à l'identité et les coordonnées du client et le lieu indiqué de mise en œuvre. Il comprendra :

- la date de l'expédition ;
- le nom et adresse du repreneur ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du transporteur ;
- le code de traitement qui va être opéré ;
- le lieu de mise en œuvre.

Les registres, avec les résultats des analyses réalisées sur les lots de mâchefers valorisés, seront tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

Un bilan annuel d'activité reprenant notamment les informations figurant dans les registres cités ci-dessus sera adressé à l'inspection des installations classées et aux exploitants des usines d'incinération dont les mâchefers sont accueillis sur le site. Ce bilan comprendra notamment les indications citées plus haut sur les lieux de mise en œuvre des mâchefers.

Article 7- Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de LEXY et de REHON

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois, et publié pour une durée identique sur le site Internet de la préfecture. Les maires établiront un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 8 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 9 - Recours

En application de l'article L 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 10 - Exécution de l'arrêté

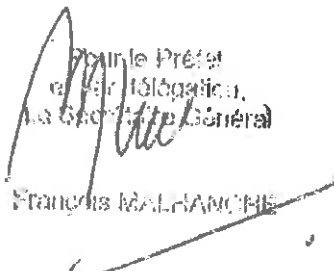
Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de BRIEY, les maires des communes précitées et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société LEXY RECYCLAGE

et dont une copie sera adressée à :

- au directeur départemental des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

NANCY, le 27 SEP. 2011
Le Préfet,


Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALCHAMPE